

sont effectivement amorcés dans la vie soviétique, figée depuis si longtemps.

On explique souvent la métamorphose qui commence à se produire dans les positions de l'URSS sur la limitation des armements et d'autres aspects de la Guerre froide en évoquant l'unité et la force de l'Occident, et l'on en déduit que les alliés doivent demeurer forts et unis pour rendre ce changement permanent. Il semble bien, cependant, que l'Union soviétique, sans doute motivée par la nécessité d'opérer des réformes chez elle, essaie maintenant de suivre son propre programme, et que cet impératif, et non la dissuasion au sens original du terme, soit le véritable moteur du changement dans les relations Est-Ouest. Quoi qu'il en soit, les membres de l'OTAN seront tentés tout simplement de se féliciter du succès remporté avec les politiques du passé, au lieu de chercher de nouvelles options pour réformer radicalement le contexte des relations Est-Ouest. C'est notamment ce qui pourrait se produire dans le cas des plans visant à produire de nouvelles armes, tant nucléaires que classiques, dont la mise en service suppose de longs échéanciers. Ce ne serait pas la première fois que la technologie annulerait effectivement les progrès accomplis dans les négociations sur la limitation des armements. L'URSS pourrait bien renoncer à s'imposer des contraintes très longtemps chez elle, si ses dirigeants constatent qu'au lieu de leur emboîter le pas, l'Occident cherche à exploiter les résultats du "nouveau courant de pensée".

Face à tous ces événements, le Canada a eu des réactions partagées. Le premier ministre a déclaré en septembre, devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, que les progrès accomplis dans le monde sur le chemin de la paix avaient été remarquables et extrêmement encourageants, et il a parlé d'une "nouvelle ère". En revanche, d'autres porte-parole canadiens